

## LOI EL-KHOMRI

- Les salariés inaptes pourront être congédiés sans délai
- L'article 19 organise la sur-représentation du Medef par rapport aux autres organisations patronales dans les organismes sociaux
- Acquis sociaux remis à zéro tous les 5 ans
- Licenciement illégal : l'indemnité plafonnée à 15 mois de salaire.
- Licenciement injustifié : Fin du minimum de dommages et intérêts
- Une entreprise peut faire un plan social sans difficultés économiques
- Licenciements facilités en cas de transfert d'entreprise
- Possibilité de baisser les salaires et changer le temps de travail
- Les temps d'astreinte peuvent être décomptés des temps de repos
- Extension du dispositif « forfaits-jours »
- Les apprentis mineurs pourront travailler 10h/j et 40h/sem
- Le plancher de 24 heures hebdomadaires pour un contrat à temps partiel n'est plus la règle dans la loi
- Par accord, heures supplémentaires 5 fois moins majorées
- Possibilité de référendum contre l'avis de 70% des syndicats
- Après un accord d'entreprise, un salarié qui refuse un changement dans son contrat de travail peut être licencié
- Par simple accord, on peut passer de 44h à 46h de travail maximum
- Durée de travail en horaire maximum passe de 12 à 16 semaines
- Durée du temps de travail est calculée sur 3 ans
- Par accord on peut passer de 10h à 12h de travail maximum par jour
- Contacter le médecin du travail devient presque impossible
- La visite médicale d'embauche transformée en visite d'information
- La durée du congé en cas de décès d'un proche n'est plus garantie

## TRAVAIL, SALARIAT

- Pacte de responsabilité : +3,1 milliards de cadeau au patronat en 2016
- Rapport Badinter : *Des limitations peuvent être apportées aux libertés et droits fondamentaux si elles sont justifiées par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise.*
- Prime de 2.000 € par an et par embauche à bas salaires pour les PME
- Basculement du CICE en baisse définitive de charges
- EDF : suppression de 4.000 postes en trois ans
- Promesse de sanctionner les licenciements boursiers non tenue
- Criminalisation de l'action syndicale :
- Torpillage de la loi d'amnistie sociale votée au sénat
- Prison ferme pour 8 ex-Goodyear malgré le retrait des plaintes
- Arrestation à l'aube de 4 syndicalistes d'Air France
- Abandon du projet de loi relatif à la démocratie sociale
- Loi Macron : toutes les FNAC parisiennes se retrouvent en ZTI
- Air France : 100 millions d'€ de CICE en 2 ans = 3000 emplois supprimés
- Démantèlement du droit du travail (ANI)
- La prescription sur les rappels de salaire passe de 5 à 3 ans
- Demandes liées à la rupture de contrat passent de 5 à 2 ans
- Différé d'indemnisation de 180 jours pour rupture conventionnelle
- Sapin appelle les entreprises à ne pas augmenter les salaires trop vite
- Retrait du Burn-out de la liste des maladies professionnelles
- Généralisation du travail du dimanche,
- Ouverture des magasins de nuit
- Loi Rebsamen :
- CDD renouvelable 2 fois

- Fragilisation des CE & CHSCT
- Fin de l'obligation de reclassement en cas d'inaptitude professionnelle
- Création du CDI intermittent
- Destruction de l'Inspection du Travail
- Suppression des élections prud'homales

## PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ

- Revalorisation des prestations familiales et sociales de... 50 centimes
- Le Guen suggère de baisser durée et montant des allocations chômage
- Myriam El Khomri envisage la dégressivité des allocations chômeurs
- ... Idée réaffirmée le 01.02.16 par Michel Sapin
- Hausse ininterrompue du chômage
- Environ 300 000 radiations chaque mois
- Ouverture de l'apprentissage aux chômeurs de longue durée
- Prime d'activité :
- Moins d'aide pour les plus fragiles (RSA activité et PPE)
- Le contribuable compensera les bas salaires du privé
- [Projet] Encourager les emplois de service ("trappes à bas salaires")
- [Projet] Formation : Valls demande des contreparties aux chômeurs
- Précarité : Explosion de l'intérim : +10% en un an
- Royal : pour le retour des coupures d'eau pour les mauvais payeurs
- Taux de pauvreté à nouveau en augmentation
- La chasse à la fraude aux allocations s'accroît
- Renforcement du contrôle des chômeurs
- Pas de « coup de pouce » pour le SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 2016
- Ouverture des centres d'hébergement seulement par -5°C

## SANTÉ, RETRAITE

- Au 1er avril, hausse du montant de l'AAH de... 81 centimes
- Accessibilité : normes moins contraignantes et dérogations
- Retraites : Revalorisation de... 0,1% en 2015
- Les bénéficiaires de l'AME privés de remboursement
- Remise en cause du droit au séjour pour soins
- Durée de cotisation retraite portée à 43 ans
- Hôpitaux : suppression de 22.000 postes en 3 ans
- Gel des retraites >1200€ et décalage de 6 mois de la revalorisation
- Prime exceptionnelle (sic) de 40€ pour les retraites les plus faibles
- Abandon de la réglementation sur l'accessibilité aux handicapés
- Baisse de la prestation de compensation du Handicap
- Loi fin de vie vidée de son contenu (en attente de CMP)
- Don du sang : maintien d'une discrimination pour les homosexuels
- Budget Sécurité sociale : suspension des votes à l'Assemblée

## FISCALITÉ

- Hausse de 11% du nombre de contribuables millionnaires en 2015
- Rejet du "reporting public" sur demande de C. Eckert
- Le taux du Livret A passe pour la 1ère fois sous la barre de 1% (0,75%)
- Suppression de centaines de postes de contrôleurs fiscaux
- 3 taux d'imposition pour les entreprises : non tenu
- Fraude fiscale et sociale : aucune annonce
- Fraude aux cotisations sociales (25Mds/an) : aucune annonce
- 900 millions d'euros de réduction d'impôts pour les plus riches

- Sapin fait retirer un amendement visant à taxer les dividendes
- Maintien des niches fiscales : 82 milliards de perte pour l'état
- Communes : baisse de la Dotation Générale de Fonctionnement
- CICE : 40 milliards sur 3 ans (dont 12 pour 2015)
- Pacte de Responsabilité
- Plus forte exonération de "charges" de la Vè République
- - 6,3 milliards pour la protection sociale
- Le bouclier fiscal de Hollande : 730M€ pour 7 630 contribuables aisés
- Maintien du Crédit Impôt Recherche (5,5 Mds€/an)
- Interdiction de publication du rapport
- ISF : le gouvernement ne taxera pas les œuvres d'art
- Entraves à la taxe sur les transactions financières
- Recul sur l'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail
- Recul sur l'instauration d'une taxe sur l'excédent brut d'exploitation
- Vote du TSCG sans renégociation : Le gouvernement privé de latitude
- Hausse de la TVA de 19,6 à 20% et de 7 à 10%
- Rejet du contrôle des frais des députés, sur avis défavorable d'Eckert

## INDUSTRIE, BUSINESS

- Les euro-députés PS, FN & LR votent la directive Secrets des Affaires
- La rémunération 2015 fixe moyenne d'un patron du CAC 40 : + 4%
- Sanofi : 140M€ d'aides, 3,8Mds€ de dividendes : - 600 postes
- 47Mds € de dividendes en 2015 (+9,9% hors taux de change)
- Michelin : 18M€ de CICE, profits +12% : 494 suppressions de postes
- Corruption : les entreprises pourront payer pour éviter le procès
- Loi Macron : Libéralisation des règles d'implantation de la publicité
- Obsolescence programmée : Macron dénature la loi
- Loi de finance 2014 : Art. 92 : amnistie totale pour les banques
- La France bascule dans la marchandisation du sang
- Suppression des stock-option : promesse non tenue
- *Autorégulation exigeante* pas de limitation de rémunérations des patrons
- Abandon de l'encadrement des bonus
- 40Mds € de dividendes pour le CAC40 en 2014
- Pas de séparation banques de dépôt / d'investissement
- Transfert du risque de faillite bancaire sur les déposants
- Alstom : 765 suppressions de postes en France malgré les promesses
- Prolongation des concessions autoroutières
- Privatisation des aéroports
- Privatisation des barrages hydro électriques
- Valls invite les saoudiens à investir en France
- Loi « Florange » inefficace et vide (Goodyear, Fralib, Petroplus)

## POLICE, JUSTICE

- Sécurité routière : privatisation des radars mobiles
- Extension de la présomption de légitime défense pour la police
- Amendement pour interdire l'accès du port de Calais aux migrants
- 67 362 détenus au 1er février (+ 2,5 % par rapport à février 2012)
- Abandon du projet de loi sur la responsabilité du Président
- Abandon du projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature
- Projet de réforme pénale : Valls veut court-circuiter le Parlement
- Projet de réforme pénale : mise à l'écart des juges
- Justice en faillite : cri d'alarme en Seine-Saint-Denis

- Contrôles de police : abandon de l'idée de récépissé
- État d'urgence étendu à 3 mois
- Projet d'extension à 6 mois & inscription dans la Constitution
- Interdiction des manifestations non commerciales
- Assignation à résidence d'opposants
- B. Le Roux envisage la déchéance pour tous
- Instauration d'une rétention de sûreté après certaines peines
- Surveillance massive des citoyens
- Envisage la privation de liberté à titre préventif
- Fin de la présomption d'innocence
- Suspension de la Convention Européenne des Droits de Homme
- Armement des polices municipales

#### INTERNATIONAL

- Le prince saoudien reçu en secret par cinq ministres
- Le prince héritier d'Arabie saoudite décoré de la Légion d'honneur
- Hollande veut réintégrer pleinement la France dans l'OTAN
- Livraisons d'armes à la rébellion syrienne (viol de l'embargo)
- Manipulation des rapports sur les armes chimiques en Syrie
- Vente de Rafales aux pétromonarchies
- Le PS soutient Juncker à la présidence de la Commission Européenne
- Hollande pousse Tsipras à accepter un accord avec la Troïka
- Refus du droit d'asile pour Assange et Snowden
- Interdiction de survol de l'espace aérien pour Evo Morales
- Guerre au Mali

#### TRANSPORTS & ÉCOLOGIE

- Le gouvernement renonce à réduire la part de l'énergie nucléaire
- LGV Lyon-Turin : l'État veut déroger aux lois de protection de la nature
- Refus d'interdire les insecticides tueurs d'abeilles
- Royal veut prolonger de 10 ans la durée de vie des centrales nucléaires
- Boues rouges de Gardanne : l'État accorde des permis de polluer
- Forte baisse du bonus à l'achat de véhicules propres
- Loi Macron : Ouibus, la SNCF concurrence ses propres TGV et TER
- Les régions devront financer les déficits induits par ces pertes
- Loi Macron : le droit de l'environnement sera réformé par ordonnances
- Amendement pour l'enfouissement des déchets radioactifs
- Signature d'un accord du G8 qui promeut la fracturation hydraulique
- Aéroport Notre-Dame-Des-Landes
- Futures lignes TGV et LGV inutiles
- SNCF : suppression de 1400 emplois en 2016
- Désinvestissement dans la SNCF
- Abandon du fret ferroviaire
- Hausse du tonnage des camions
- Davantage d'autocars sur les routes
- Renoncement à la fermeture de Fessenheim
- Réduction de 25% des aides au maintien dans l'agriculture biologique
- Ajournement du rapport de l'ADEME sur France 100% renouvelable
- Retrait de l'écotaxe
- À peine née, baisse de l'indemnité kilométrique vélo (IKV)
- Silence sur les extensions d'autorisation d'OGM
- Sivens : La gendarmerie enquête sur la mort de Rémi Fraisse

#### ÉDUCATION, CULTURE

- Introduction de la publicité commerciale sur Radio France
- Loi Numérique : Opposition à la reconnaissance des Communs par la loi
- Doublement du budget de Polytechnique, + 60M€ d'euros en cinq ans
- Suppression de la publicité dans les programmes jeunesse : Enterrée
- Retour sur l'engagement à sanctuariser le budget de la Culture
- Loi Fioraso (LRU 2) Universités mises en concurrence
- Mise en place chaotique et inégalitaire des TAP en primaire
- Le MEN enterre le Logiciel Libre et vend les élèves à Microsoft : 13 M€
- Réforme du collège :
- Autonomie pour 20% des horaires disciplinaires
- Mise en concurrence des établissements
- Baisse des moyens
- Suppression du Latin, du Grec et des classes bi-langues européennes

#### VIE POLITIQUE, ÉLECTIONS

- *En marche* de Macron hébergé et domicilié à l'Institut Montaigne
- Présidentielle : Onze députés socialistes changent les règles
- L'élu devra remettre lui-même son parrainage au Cons. constitutionnel
- Publication complète des parrains (contrôle resserré des partis)
- Fin du principe d'égalité du temps de parole dans les médias
- Comptes de campagne : Contrôles pendant 6 mois au lieu de 12
- Nominations de complaisance (ex : compagne d'A. Morelle)
- Abandon du projet de loi relatif aux incompatibilités applicables à l'exercice de fonctions gouvernementales
- Cumul de fonctions et mandats : E. Cosse, Delga, Rousset, Le Drian
- JP Jouyet, ministre de Sarkozy, nommé Secrétaire Général de l'Élysée
- Régionales 2015
- Hollande satisfait du résultat du 1er tour des élections régionales
- Désistement et appel à voter pour la droite
- Hollande reproche à Bartolone une campagne trop à gauche
- Renoncement au vote des étrangers
- 3 recours à l'article 49.3 en un an
- Des enfants en zone d'attente aéroportuaire

#### DIVERS

- 11 128 Roms évacués de force de leurs campements en 2015
- Stigmatisation des Roms
- Fermeture des frontières aux réfugiés syriens (30.000 en 2 ans)
- Loi Macron : démolition impossible des constructions illégales
- Loi Alur vidée de sa substance
- Loi Alur : enterrement discret de la Garantie Universelle des Loyers
- Affaires : T. Thevenoud, J. Cahuzac, K. Arif, Y. Benguigui, J.M. Le Guen
- Des enfants en zone d'attente aéroportuaire
- Appels à la délation (fraude fiscale)



# Le PS en actes

*Enfin, le changement,  
c'était pas maintenant...*



Retrouvez l'ensemble de ces mesures et toutes les sources sur :



<http://bilan-ps.fr>

Twitter : @BilanPS



Dernière mise à jour : 16.04.16